Publié le 1er novembre 2026.
www.entreprises-coloniales.fr

Alain Léger, L'AFFAIRE BOUDAREL : RANCŒURS CONTRE RESTALINISATION (*Les Temps modernes*, avril 1992)

Sénat, le 13 février 1991 : le professeur Boudarel, intervenant à un colloque sur l'actualité vietnamienne, est soudain accusé par Jean-Jacques Beucler, ex-secrétaire d'État aux Anciens Combattants et actuel président de l'Association Nationale des Anciens Prisonniers et internés d'Indochine (ANAPI), d'avoir été le tortionnaire du défunt colonel Mitjaville. Beucler s'est trompé. À la fois de date et de numéro de camp. Mais les médias, et pas seulement la revue lepéniste *National Hebdo* ou Mme Véziane de Vézins dans le *Figaro*, vont s'emparer de l'affaire. D'autant que les attaques se multiplient, notamment de la part de Claude Baylé, ancien prisonnier du camp 113, dont le témoignage est publié par *Sud-Ouest* (9 mars 1991) et le *Nouvel Observateur*. D'autant que pour contourner l'amnistie de 1966, les plaignants (Wladislav Sobanski et l'ANAPI) ne doivent pas faire dans la dentelle et portent plainte pour crime contre l'humanité. D'autant que Boudarel n'est ni Papon, ni Bousquet et qu'il répond volontiers, y compris à *Minute-La France* qui le retrouve au 9e étage d'un immeuble de banlieue.

Tandis que des hommes de gauche (Pierre Vidal-Naquet, Jean Lacouture, Gilles Perrault…) pétitionnent dans *le Monde*, une certaine droite, ignorant aussi bien les travaux de l'intéressé que la présomption d'innocence, crie vengeance. Le Front national, rejoint par le député UDF de Vendée Philippe de Villiers, réclame sa révocation de l'Université. Éric Raoult (député RPR de Seine-Saint- Denis) demande sa radiation des listes électorales (il a également demandé la retraite d'office à soixante-cinq ans pour les hommes politiques). Laurent Wetzel, maire CDS de Sartrouville, qui a débaptisé de nombreuses rues dont la me Ho-Chi-Minh devenue de Lattre, interroge des journalistes : « Aurais-je dû la rebaptiser Boudarel ? »

Après le rejet de la plainte en juin, l'affaire fut relancée par la publication des mémoires de Baylé chez Perrin, celle du livre d'un journaliste de *Valeurs actuelles*, Marc Charuel (*L'affaire Boudarel*, aux Éd. du Rocher qui ont à leur catalogue quelques auteurs de la droite musclée comme Benoist-Méchin ou Bernard Lugan) et par la réouverture de l'instruction en septembre. En novembre, Boudarel répliqua par la publication d'un ouvrage savant sur la dissidence, *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam*, et son *Autobiographie.* Il s'y dit victime d'un véritable « lynchage médiatique » (François Léotard). Formule excessive au vu, des nombreuses tribunes dont lui ou us défenseurs ont pu disposer mais corroborée par certains faits : débordements verbaux, graffitis, altercations, publication de son adresse par le Parisien après des tirs contre un immeuble voisin du sien. Malgré le rejet de la plainte en appel le 20 décembre et le soutien du SneSup, le ministre socialiste de l'Éducation. Jospin lui refuse, début janvier, la possibilité de terminer l'année scolaire et le révoque pour cause de limite d'âge. Entre-temps, l'ANAPI s'est pourvue en cassation et l'accusé a décidé d'attaquer ses pourfendeurs en diffamation.

Dérisoires, ces accusations l'apparaissent pourtant à plus d'un titre. Au vu des méthodes utilisées par la France pour conquérir le Viêt-nam et tenter de s'y maintenir. Au vu des amnisties et amnésies collectives dont ont bénéficié de nombreux et parfois

éminents personnages, commanditaires hypocrites de la torture, criminels en tout genre et autres OAS. Au vu des extravagances et contradictions dans lesquelles s'embourbaient les accusateurs. Au vu enfin de la contribution de Boudarel à la connaissance du Viêt-nam, contribution dont ses procureurs auraient bien du mal à se prévaloir.

Alors, pourquoi un tel retentissement et pourquoi si tard ? Quelques spécialistes connaissaient depuis longtemps le passé de Boudarel. Une de ses collègues, Anaïd Ter Minassian, a rappelé que l'armée française avait jadis envoyé des élèves officiers assister à des cours de Boudarel sur la guerre révolutionnaire. Situation cocasse certes. Mais après tout, que l'armée n'ait pas su, que ces jeunes gens n'aient pas eu de griefs particuliers à l'encontre de leur professeur, n'apparaît guère surprenant. Rejoignant la thèse de Boudarel qui parle d'une poussée du révisionnisme et du lepénisme, elle a cru y discerner un signe de la remontée de la droite sur fond de « disparition » de la gauche et d'absence de procès collectif du colonialisme. Nous le croyons volontiers. Sans doute faudrait-il tenir compte aussi du naufrage vietnamien qui permet aux ennemis historiques du Viêt-minh de relever la tête plus facilement qu'à l'époque de l'impopulaire guerre américaine, de l'intervention au Cambodge qui sauva ce pays de l'autogénocide ou des débuts de la *doi moi* qui laissaient espérer une libéralisation du régime. Ils le peuvent d'ailleurs d'autant mieux que le procès du colonialisme est beaucoup moins avancé dans le cas de l'Indochine (ou de Madagascar) que dans celui de l'Algérie.

On a mentionné des raisons plus prosaïques, soupçonné un désir de revanche de la droite qui avait refusé aux anciens combattants d'Indochine ce que la gauche leur a accordé, invoqué le manque de temps des victimes qui auraient dû attendre l'âge de la retraite pour se mobiliser. Sans doute auraient-elles mis moins de temps si elles étaient plus familières des travaux universitaires que d'une certaine littérature à la Erwan Bergot fleurissant dans les hypermarchés et les bibliothèques municipales de province.

On a par ailleurs souligné l'exemplarité du parcours de Boudarel, ce Forézien qui rêve des colonies, ce fils d'un petit commerçant en passementerie qui se destine à la prêtrise avant de passer au communisme. « De Jésus à Marx, de l'Évangile à l'Internationale, de la JEC au Viêt-minh… une rude logique », a noté le *Canard enchaîné* (8 janvier 1992). Mais est-ce très original et particulièrement attrayant ?

1 On s'est disputé à propos du caractère sympathique ou non du personnage. On l'a traité de « crapule stalinienne complètement enfermée dans son idéologie » en mettant au défi quiconque de découvrir dans son *Autobiographie* le « moindre geste d'humanité à l'égard des prisonniers ». Oubliant que Boudarel n'avait pas déserté sur un coup de tête mais après plusieurs entrevues avec un résistant, que nombre de ces résistants parlaient français et entretenaient des rapports avec la ville, on a voulu voir en lui « l'homme qui n'avait jamais trouvé sa place », qui était rejeté aussi bien par les Français que par les Vietnamiens imprégnés de deux mille ans d'un confucianisme mal dissimulé par un vernis communiste. Et tant qu'on y était, on a rajouté que ses travaux sur les circonvolutions du régime étaient eux aussi déplacés puisque seul le renversement du communisme serait à l'ordre du jour (Marie N'guyen) [1].

Mais tout cela ne suffirait pas à expliquer le succès d'une affaire qui a largement débordé le cadre de l'antagonisme droite-gauche si ne s'y ajoutaient certains ingrédients. La nouveauté d'abord, car ce n'est pas tous les jours qu'on parle des camps viêt-minh à la télé ou dans la soporifique presse régionale entre les catherinettes, l'inauguration de la maison de retraite et les publicités du voyant sur Minitel. La violence ensuite avec laquelle s'affrontent les protagonistes, le caractère a priori irréconciliable de leurs points de vue, les uns parlant d'encouragement à la délation et de tortures

[1] Panorama de France-Culture (31 janvier 1992) pour les interventions d'Anaïd Ter Minassian, Dadoun et Marie N'guyen.

morales, Boudarel protestant de ses nobles intentions ; les vaincus, incapables d'analyser leur échec, partant à la recherche d'un boue émissaire, Boudarel se réfugiant face aux attaques dans une invraisemblable logique de guerre froide, à rebrousse-poil de l'évolution de son œuvre. Ci-gît, on l'aura compris, un drame non résolu.

LE DRAME DU CAMP 113

Dans son *Autobiographie*, Boudarel donne l'impression de reculer au maximum le moment de parler du camp 113 et on lui a reproché de n'y consacrer qu'une soixantaine de pages (en partie occupées par la dénonciation des atrocités du Corps expéditionnaire) sur 439. En réalité, ce plaidoyer, beaucoup mieux que les accusations des plaignants souvent fausses ou sujettes à caution, possède l'immense avantage de nous révéler à l'insu de son auteur, c'est-à-dire de manière hurlante, le caractère odieux du système mis en place.

1. Que nous dit Boudarel ? Qu'il était chargé d'instruire les captifs grâce à des exposés accompagnés de discussions, de chants et d'un journal mural. Ces séances portaient principalement sur l'injustice de la guerre de reconquête et de l'entreprise coloniale et sur l'amour d'une France démocratique et généreuse (349-350). Dans cet esprit, il pouvait aussi organiser « conformément à un programme établi par les services centraux », une séance de dénonciation des atrocités du CEFEO [2] afin d'en faire prendre conscience aux captifs et d'alimenter la campagne en faveur de la paix (361). Boudarel apparaît tellement convaincu de la justesse de sa cause qu'il refuse l'idée qu'il ait pu s'agir de séances de lavage de cerveau, d'humiliation en public (358) ou d'entreprise de retournement psychologique : il s'agissait seulement de « communiquer des idées simples » (349) ou d'« aider les hommes à exprimer leur hostilité au conflit » (355).

Au nom même de cette foi, toute idée d'attenter à la vérité et de la répandre par d'autres moyens que la discussion lui fait horreur. Quarante ans après, il se targue donc de ne pas avoir modifié les récits d'atrocités collectés auprès des prisonniers (363) et d'avoir été révulsé à l'idée, suggérée par les services centraux, d'organiser un concours de dénonciation avec pour premier prix un régime de bananes (361). Dans le même esprit, le seul véritable regret qu'il exprime aujourd'hui est d'avoir propagé involontairement des mensonges et clichés staliniens sur l'impossibilité du neutralisme, les vices des USA, la guerre bactériologique, la prétendue agression de la Corée du Sud contre celle du Nord, les immenses mérites de Joseph Staline, etc. (360-361). Bien entendu, il est établi qu'il n'a jamais commis de brutalités ni réduit les rations comme cela s'est vu dans d'autres camps : « avec 400 g par jour, c'eût été difficile », dit Baylé qui se trompe une fois de plus. Tant que la ration n'est pas égale à zéro, elle est toujours réductible mais cela n'entre pas dans la logique de Boudarel. Cohérent avec lui-même, il refuse aussi l'idée d'user de la promesse de libération pour encourager les conversions. En conséquence de quoi, il n'attribue pas de notes (358).

Malheureusement il l'avoue, le système marche mal : les hommes restaient sceptiques et méfiants. Ils étaient persuadés que leur libération serait décidée en fonction des propos tenus (358). Certains faisaient de la surenchère dans cette perspective (359).

C'est ici qu'on atteint le cœur du drame. Les prisonniers savent que si le Viêt-minh les endoctrine, c'est en vue d'en faire des propagandistes après leur libération. Ils pensent et agissent donc à juste titre dans cette optique. Ils n'arrivent pas à imaginer que, par excès de conviction, Boudarel refuse d'utiliser ce moyen de pression. Ils ne comprennent pas davantage qu'en obligeant chaque groupe à lui désigner tous les soirs un « brillant » et un « médiocre », Boudarel vise uniquement à, créer une émulation vers le Bien. Baylé croit que le but était d'amener les prisonniers à s'entre-déchirer. Un

[2] Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient.

autre rapporte que son groupe avait instauré un système tournant d'autoflagellation que Boudarel ne fut pas long à percer (*La Nouvelle République*, 25 mars 1991). Pourtant Boudarel, qui n'en souffle mot dans son livre, a fort bien expliqué à la radio, et sans rire, que la critique collective portait uniquement sur, des aspects pratiques de la vie quotidienne et procédait de la même notion asiatique que les cercles de qualité (*L'histoire en direct,* France-Culture, 3 juin 1991).

Arrive cependant le jour fatidique où il faut établir la liste des libérables. La solution trouvée par Boudarel va être monstrueuse mais si logique qu'il l'annonce de façon totalement benoîte : fidèle à lui-même, il refuse d'user de son autorité et confie le soin de dresser la liste aux prisonniers eux-mêmes (390).

Quarante ans après, Boudarel n'a donc toujours pas identifié les deux vices manifestes du système :

1) le fait qu'il a voulu instruire des prisonniers sous-alimentés comme il instruisait les jeunes filles du lycée Marie-Curie sans voir que, *volens nolens*, les captifs interpréteraient nécessairement tous ses actes et y réagiraient en fonction de leur espoir de libération.

2) le fait que le défaut de son enseignement n'était pas d'être en partie faux mais en totalité manichéen : soutien intégral au Viêt-minh et concentration des critiques sur le seul camp ennemi.

Mieux, aujourd'hui encore, Boudarel reste prisonnier de ces vieux schémas et leur confère un caractère d'autant plus insupportable qu'il est capable de mobiliser à leur service des trésors de ruse et de science. Occasion de rappeler que pour ses collègues ralliés comme pour les prisonniers qui l'en détestaient d'autant plus, Boudarel était considéré comme au-dessus du lot et membre à part entière du gratin des transfuges.

Le manichéisme, il y sombre dès le début de son chapitre sur le camp 113 quand il s'en prend au mythe d'un Corps expéditionnaire parti en croisade contre le communisme pour garantir les libertés des Vietnamiens face à un régime totalitaire. « Il n'est pas contestable, ajoute-t-il, que le conflit fut déclenché pour maintenir une domination coloniale… Ce n'est qu'à partir de 1950 et du déclenchement de la guerre de Corée [affirmation d'ailleurs contestable] (qu'il revêtit) un caractère anticommuniste… L'essentiel des exposés portait donc (*sic*) sur l'injustice de la guerre de reconquête et de l'entreprise coloniale » (349-350). Mais *quid* du totalitarisme se demande le lecteur ? Le voilà passé à la trappe. On veut bien convenir quo le totalitarisme n'était pas d'un seul côté. Qu'en 1946 et 1954, ce sont les régimes sudistes et leurs tuteurs occidentaux qui ont refusé d'organiser des élections sur la réunification. Que le Viêt-minh pouvait difficilement cesser le combat après que la France eut accepté d'accorder l'indépendance puisque c'est grâce à lui que ce résultat était atteint et à ses ennemis qu'on en faisait cadeau. Que c'était un peu le combat du vice et de la vertu. Que la légitimité des anticommunistes était beaucoup diminuée par leur appel massif aux troupes étrangères. Que les méthodes utilisées par ces troupes leur ont en grande partie aliéné la population qu'elles voulaient s'attacher. Mais il reste qu'un million de personnes ont fui le Nord en 1954, que les populations sudistes prenaient les routes de l'exode à l'approche des divisions nord-vietnamiennes, qu'en 1975 celles-ci furent accueillies de façon plus que tiède par les Saigonnais et que si la guerre a duré trente ans, ce n'est pas sans qu'une sérieuse motivation anticommuniste anime le camp pro-occidental, motivation dont on sait amplement aujourd'hui qu'elle n'était pas dépourvue de fondement.

Mais là où Boudarel atteint des sommets, c'est à propos des prélèvements effectués sur les parachutages de la Croix-Rouge sous prétexte de viol de l'espace aérien de la RDVN. Boudarel avoue *texto* : « Comme mes camarades vietnamiens le soutenaient fermement, je défendis leur point de vue sans être moi-même convaincu » (377). On imagine en tout cas quelle pouvait être la réaction des captifs face au rabâchage de tels arguments des semaines durant. Le comble, c'est que loin de présenter cette thèse

comme une misérable argutie juridique destinée à légitimer le vol pur et simple d'articles manquant cruellement au Viêt-minh par la faute du blocus, Boudarel entreprend de la justifier en évoquant deux affaires qu'il assimile habilement : d'une part, le bombardement aérien de deux camps de prisonniers, d'autre part une histoire de parachutage d'armes destinées à des unités de contre-guérilla (377-378).

Or 1) Boudarel omet de signaler que les affaires de bombardement de camps ne concernent pas des avions portant la Croix-Rouge (il s'agit probablement d'erreurs) - 2) L'affaire de parachutage d'armes. est évoquée sans indication de sources et en admettant qu'elle soit véridique, constitue un cas exceptionnel ne justifiant en rien le prélèvement sur des colis qui ont été parachutés dans des conditions régulières. Après quoi, bien entendu, Boudarel porte des accusations contre les insuffisances de la Croix-Rouge, accusations justifiées mais qui, une fois de plus, ne visent qu'à détourner l'attention des responsabilités du Viêt-minh. Lequel, Boudarel ne le rappelle jamais, refusait d'appliquer les conventions internationales, s'opposait aux visites de camps et considérait les prisonniers comme des criminels de guerre que, dans sa grande clémence, le vénéré Président Hô sauvait d'une mort méritée afin de leur permettre de se rééduquer.

Le même plat nous est servi à propos des soins aux malades.

Il n'y avait, nous rappelle Boudarel, que 110 docteurs européens et 240 autochtones pour toute l'Indochine en 1943. Le gouvernement populaire avait donc entrepris une politique de formation de masse à des fins plus préventives que curatives. Le camp 113 n'avait qu'un médecin vietnamien dont le niveau était tout juste celui d'un infirmier (379). Ces arguments ne tromperont que les naïfs. Bernard Fall, dans son livre sur *Le Viêt-minh* a parfaitement fait le point sur cette question : afin de faciliter la rééducation des « criminels de guerre », le Viêt-minh avait concentré tous les officiers dans un même camp. Pour faire bonne mesure, les médecins militaires furent considérés comme officiers et non ès qualités. C'est ainsi qu'en arrivant au 113, Boudarel constate que les seuls gradés sont un capitaine-dentiste et trois adjudants, les autres ayant été dirigés sur le n° 1 (342-343). Mais il n'en donne pas la raison, n'explique pas qu'il s'agissait d'une politique systématique et ne donne plus de nouvelles des quatre gradés par la suite. Au demeurant, lorsque ces médecins étaient de passage dans tel ou tel camp pendant leur voyage vers le n° 1, ils n'avaient pratiquement pas droit à la parole.

À la vérité, la partialité n'imprègne pas seulement le passage sur le 113 mais l'ensemble du livre. Mis à part les timides réserves que lui inspire la dérive maoïste à partir du début 1954, Boudarel n'émet que trois fois des réserves à l'égard du Viêt-minh :

1) Quand il est question du changement de stratégie décidé dans le Sud après la mort de Nguyen Binh. On peut lire notamment : « Les sacrifices glorieux sont inutiles, pour ne pas dire nuisibles… Il ne suffit pas de crier à tue-tête : « En avant pour la lutte armée, liquidons les notables et les traîtres ! « Mieux vaut obtenir des collaborations par la confiance et la diplomatie que des ralliements par la terreur » (243-244).

2) Au camp 113, un prisonnier lui réplique : « il faut voir aussi les horreurs que commet votre côté. Enfin, il faut bien admettre que les Viets se défendent… » (357).

3) Un correspondant lui écrit : « Les Viets ont eux aussi commis certaines exactions, mais, si l'on compare le nombre des victimes des deux camps, il y eut beaucoup plus de Vietnamiens que de Français » (366). Dans les trois cas, on remarquera que l'initiative d'évoquer ces bavures revient à ses interlocuteurs : dans le premier, il s'agit d'y remédier ; dans les suivants de les relativiser.

À ce stade, se pose une question : pourquoi le professeur Boudarel qui est capable de nous livrer des études intéressantes voire captivantes, qui s'est engagé fort avant dans la critique du régime vietnamien, retourne-t-il soudain à ses vieux démons, accomplit-il sous nos yeux une sorte d'involution et se dessert-il enfin plus qu'il ne se défend ? Sans exclure l'hypothèse que Boudarel ait troqué la vocation de prêtre contre

celle de martyr, j'y verrai cinq raisons : 1) Le recul-réflexe devant l'horreur. 2) Le besoin de préserver une utopie juvénile, le rêve d'une société pure aux valeurs très différentes de la nôtre. 3) Celui de se rattacher à une patrie d'adoption de la part d'un homme rejeté par une grande partie de sa communauté originelle. 4) Un complexe d'infériorité vis-à-vis d'autres ralliés, combattants ou gardes-chiourmes. 5) La montée d'un certain révisionnisme et les nombreuses faiblesses de l'accusation qui lui permettent de s'installer dans un rôle confortable de redresseur de la vérité en éludant le cœur des accusations.

Commençons par les faiblesses de l'accusation. Après sa grossière erreur dans l'affaire Mitjaville, Beucler est resté égal à lui-même. Le 26 novembre dernier sur France-Inter, il proclamait qu'il y avait eu 1 à 8 morts par jour dans le camp 113 à l'époque de Boudarel, performance remarquable pour un centre de 150 détenus n'ayant guère connu que deux mouvements significatifs de février 1953 à janvier 1954, les arrivées compensant en gros les départs de prisonniers libérés ou requis à des corvées de route. Performance non moins étonnante serait la « concordance » des 43 témoignages recueillis quarante ans après par Beucler établissant que sans Boudarel, il y aurait eu « infiniment moins » de morts et que les détenus auraient « mille fois » préféré des Viêt-minh.

Quant à Claude Baylé, son livre est paru sous le titre *Le Camp 113 ou le camp de Boudarel* alors qu'il s'intitulait initialement *Le Camp 113 ou le Dachau viêt-minh* et que Boudarel y apparaissait sous le pseudonyme de Darouil. Bien que la justice ait débouté Boudarel sur ce point, on peut s'étonner qu'elle ait ainsi autorisé Baylé à mettre en cause quelqu'un nominalement, quarante ans après les faits et à baptiser de son nom un camp qui exista avant et après qu'il y eut officié. Le parallèle avec les camps nazis peut lui aussi paraître douteux tant l'existence d'un endoctrinement, intense semble contradictoire avec une volonté d'extermination. Cependant, il faut se souvenir que beaucoup de prisonniers estiment que la démoralisation, la perte de foi consécutives à l'endoctrinement ont été fatales à beaucoup d'organismes affaiblis.

Beaucoup d'accusations ne sont en réalité que des impressions personnelles. Baylé parle de son « indifférence » à l'égard des malades et d'« un cynisme à la limite du sadisme » [3]. Rayssiguier déclare : « Il n'a jamais touché physiquement l'un d'entre nous mais il nous voyait mourir et il est resté de marbre » (*Nouvelle République*, 25 mars 1991). Delaroa ajoute : « Boudarel, il ne nous défendait même pas. » Il est facile à l'intéressé de récuser ou jugements, de rappeler son impuissance et d'évoquer la peine qui l'envahit sans qu'ils le perçoivent en découvrant leur état de déréliction (340), sa lettres restées sans réponse demandant leur libération (382), son souvenir horrifié d'une agonie (383), l'assistance psychologique qu'il tenta d'apporter à un moribond (384) et ses tentatives pour améliorer leur sort ou les distraire.

D'autre part, le professeur Boudarel a pu apporter la preuve de grossières erreurs concernant l'effectif du camp (150 et non 300 comme le disait Baylé) ou les parachutages de la Croix-Rouge (un seul et non un tous les mois ou mois et demi, *dixit* encore Baylé) et contester toutes sortes de détails concernant sa tenue vestimentaire, la durée de ses cours, sa capacité à chanter l'Internationale en vietnamien, la création et le contenu d'un spectacle bi-hebdomadaire qui aurait en fait préexisté à son arrivée, les opérations de destruction d'insectes, la soi-disant protection du KGB dont il aurait bénéficié pour travailler en Tchécoslovaquie, etc.

Que ce maniaque de la vérité, cet archiviste besogneux ait été poussé dans ces conditions à porter plainte pour diffamation, voilà qui est dans la logique de son attitude.

---

[3] Personnage fruste obnubilé par Boudarel, Baylé est allé jusqu'à lui reprocher dans « L'histoire en direct » de ne pas avoir affiché ouvertement son hostilité aux prisonniers !

L'ennui, c'est que cet ennemi du mensonge ne l'est pas de l'omission et de la déformation. La façon dont il traite Baylé est à cet égard révélatrice. Quand il mentionne le titre de son ouvrage, il n'en donne pas l'auteur (10) et la seule fois qu'il cite son nom, c'est pour lui faire endosser un jugement hostile à la France mais totalement détaché de son contexte (395). En effet, si Baylé et ses pairs furent mal accueillis à leur libération et mis à l'isolement, c'est qu'ils arrivèrent les poches bourrées de tracts et en braillant des slogans, attitude qu'ils maintinrent assez longtemps du fait à la fois du lavage de cerveau subi et de la crainte que les supplétifs ne les dénoncent au Viêt-minh, ce qui aurait pu nuire à leurs camarades encore détenus. Il y a d'ailleurs plus grave que cette déformation. Il y a le silence, le silence complet, sur deux accusations de Baylé : la mort affreuse d'un opiomane abandonné sans secours et celle encore pire d'un évadé repris qu'on laissa agoniser contre l'arbre auquel on l'avait lié. Recul devant l'horreur ?

Au demeurant, Baylé n'est pas le seul à passer aux oubliettes boudaréliennes. Habituellement prolixe en références, l'accusé reste fort imprécis sur la campagne dont il est l'objet. Il y a cependant un oubli encore plus criant, que nous dirons symptomatique, et qui concerne l'ouvrage de Jacques Doyon, *Les Soldats blancs d'Hô Chi Minh,* Fayard, 1973).

LES « SOLDATS BLANCS » À LA TRAPPE

Dans cet ouvrage consacré aux ralliés, Doyon raconte très fidèlement le parcours de Boudarel en s'inspirant manifestement de ses carnets. Seuls ont été modifiés ou supprimés quelques détails pour préserver son anonymat et sa vie privée : ainsi Boudarel qui a enseigné la philosophie à Dalat et Vientiane et le français au lycée Marie-Curie de Saigon devient Boris, professeur à Hué puis au lycée Chasseloup-Laubat. De même Boris est sensé avoir croisé des Japonais dans le maquis alors que Boudarel n'a fait que s'installer dans un site abandonné par eux. *A priori*, le seul reproche qu'on puisse adresser à Doyon est d'avoir quelque peu appauvri son récit en gommant divers aspects comme son initiation aux coutumes vietnamiennes, la présence de femmes dans les maquis, les difficultés de vie des résistants, la hantise permanente des attaques françaises ou le spectacle des destructions.

Pourtant, Boudarel n'a guère apprécié : « Il m'a dit, relate l'ancien cinéaste des armées René Bail, qu'il en voulait à Jacques Doyon pour ce qu'il avait écrit dans son livre. Il trouvait qu'il en avait rajouté » (*Le Figaro*, 19 mars 1991). Surprenante à l'issue d'une première lecture des *Soldats blancs*, cette réaction se comprend mieux si on confronte le livre à l'*Autobiographie*. Ayant interviewé une dizaine de ralliés dont un à Berlin-Est, Doyon offre un tableau général du phénomène. Or, au regard de ce tableau, non seulement le rôle de Boudarel n'apparaît guère brillant comparé à celui des combattants et de certains responsables de camps mais encore le sort de l'intéressé est présenté comme plutôt privilégié tant en ce qui concerne son affectation au Nord (Boudarel y voit une manifestation d'internationalisme prolétarien destinée à lui éviter de tomber entre les mains du CEFEO de plus en plus menaçant en Cochinchine, Doyon un privilège obtenu grâce aux liens établis avec Pham Ngoc Thach par l'intermédiaire du Groupe culturel marxiste de Saigon, la plupart des autres transfuges ayant été mis purement et simplement sur la touche) que ses fonctions après 1954 et les conditions de son rapatriement en 1966. De plus, le fait que Boudarel apparaisse sous un pseudonyme alors qu'au début et à la fin de son *Autobiographie*, il prétend s'être toujours présenté sous sa véritable identité, apporte la prouve qu'il ne tenait guère à voir son passé ressuscité, ce qui, soulignons-le, est son droit le plus strict mais qui, dans le contexte actuel, peut être interprété comme l'aveu d'une culpabilité latente. D'autant qu'il en va de même dans le livre d'Alain Ruscio, *Les Communistes français et la guerre*

d'Indochine, L'Harmattan 1985, pp. 327-8) [4], qu'en 1988, Boudarel refusa à René Bail un entretien sur la question et qu'il ne parla de son passé à son vieil ami Vidal-Naquet qu'à la suite de menaces reçues peu avant l'éclatement de l'affaire). Mais que nous dit Doyon à propos des ralliés ?

Qu'il y eut durant la guerre d'Indochine plus de 30 000 désertions dans le camp franco-vietnamien dont 288 Français, 338 Nord-Africains, 78 Africains et 1 373 légionnaires étrangers. Parmi eux, seuls quelques dizaines agirent pour des motifs politiques sérieux. Les premiers furent des légionnaires germaniques anti-nazis. Réfugiés en France pour fuir Hitler, ils n'eurent d'autres choix en 39-40 que l'internement dans les camps français (avec billet de retour en Allemagne après l'armistice) ou l'engagement dans l'armée française. Affectés en Afrique du Nord, ils furent grâce au général Weygand évacués en Indochine via Dakar et Le Cap avant l'arrivée des Commissions d'armistice germano-italiennes. Découvrant le fait colonial à une époque où l'amiral Decoux surenchérissait dans le pétainisme, plusieurs rejoignirent le Viêt-minh à l'instar de collègues républicains espagnols ou antifascistes italiens.

À l'époque, le Viêt-minh manquait encore d'armes, d'instructeurs et d'officiers : ces ralliés furent donc affectés à des postes opérationnels, d'autant que leur apparence européenne leur facilitait le montage de coups tordus : assassinats, embuscades et pénétration de postes (aspect totalement gommé par Boudarel qui parle seulement de facilités pour les déplacements et les transports d'armes). À partir de 1949-1950, presque tous les ralliés furent désarmés, non seulement parce que les Viets en avaient davantage besoin pour d'autres fonctions (*SB*, 206, 243) mais parce qu'ils voulaient s'approprier complètement la guerre et rompre avec l'héritage occidental (350, 392). Doyon rapporte les plaintes à ce sujet de plusieurs transfuges, notamment de trois légionnaires que Boudarel aurait rencontrés près de Bong-Son (Sud-Annam) lors de sa longue marche vers le nord au cours du second semestre 1952. L'un d'eux lui aurait déclaré : « Tu fais un boulot de pisse-vinaigre, du *dich vân*, du baratin que les prisonniers, à part quelques types conscients, vont jamais croire de leur vie. Les types comme toi arrivent au bon moment pour la jactance… » (*SB*, 332-333). Est-ce ce passage, ne figurant pas dans l'*Autobiographie* que Boudarel reproche à Doyon d'avoir rajouté ? On peut le penser. D'abord, le légionnaire dit « Tu fais un boulot » alors qu'il devrait dire « tu vas faire ». Ensuite, ces phrases sont extraites d'un long monologue comme Boudarel n'a pas l'habitude d'en rapporter. En outre, malgré de multiples rencontres avec des ralliés, Boudarel ne donne jamais l'impression d'avoir compris dans quel sens leur rôle évoluait. L'eût-il compris qu'il aurait pu s'en servir pour montrer à quel point les reproches sur l'aspect non militaire de son engagement étaient absurdes, d'autant que la thèse de Doyon cadre parfaitement avec sa propre théorie d'une radicalisation maoïste du Viêt-minh. Enfin, Doyon parle du « camp » de ralliés de Bong-Son situé dans une pagode, camp où les hommes tombent comme des insectes par manque de nourriture et de médicaments alors que Boudarel parle d'un « centre de repos », n'évoque aucune pagode (286) et soutient plus loin que seuls les Français s'installaient dans des églises (313).

En tout cas, il s'agit là d'un sujet sensible pour l'accusé. À l'arrivée dans le maquis, il affirme qu'il aurait aimé être un simple soldat viêt-minh puis avoue, avant sa prise de contact avec les détenus du 113, que le non-accomplissement de son service militaire lui apparaît comme un handicap (140, 333). Mais à vrai dire, on n'a pas l'impression qu'il se soit beaucoup démené pour y remédier et de tous les bords, on a cru bon de le lui reprocher. Doyon, qui verse volontiers dans le style épique à bon marché, déplore que Boudarel ait accompli sa longue marche « sans histoire romanesque ». « Nous ne

---

[4] Tiré d'un doctorat d'État, qualifié de « fondamental » par Dalloz (in *La guerre d'Indochine* au Seuil), cet ouvrage est en réalité une apologie très tendancieuse de l'action du PCF alors en plein délire stalinien. Le rôle des ralliés n'y est évoqué que très brièvement sans indication de leur fonction dans les camps (375).

sommes plus en 1947, ajoute-t-il. Tout le monde ne peut pas être un roi des guérillas » (326). Sur France-Inter, Beucler lui lance : « Si vous aviez été courageux, vous auriez pu prendre les armes avec les Viets et risquer votre peau. Vous ne l'avez même pas fait. Vous êtes le cas extrême. Vous êtes à la fois un lâche et un assassin et c'est écœurant. Y'en a bien d'autres qui ont trahi mais à votre niveau, ça n'existe pas » (Et en la matière, Beucler s'y connaît. Sous la présidence d'un individu connu pour avoir transmis les délibérations du conseil des ministres à l'OAS, ne fut-il pas le successeur au secrétaire. d'État à la Défense de Marcel Bigeard, ancien prisonnier du Viet-minh et créateur à Philippeville d'un centre d'entraînement à la guerre subversive où l'enseignement de la torture figurait au programme.) Quant à Charuel, au faîte de son inspiration, il ne voit en Boudarel qu'« un bureaucrate de la subversion qui reviendra de la guerre sans même avoir porté une arme » alors que son parcours « aurait pu rassembler, comme dans les meilleurs romans de guerre, tous les clichés d'une aventure hors du commun » (*Valeurs actuelles*, 6 janvier 1992). En somme, il faudrait regretter. que Boudarel ne soit pas une sorte de Bob Denard rouge confessant ses souvenirs à l'ancien biographe de l'abbé Pierre.

Ouvrons ici une parenthèse sur la question corollaire de l'accueil réservé aux ralliés. Une fois encore, on est frappé sinon par la partialité et le manichéisme de Boudarel, du moins par une volonté d'idéalisation qui contraste singulièrement avec l'image qu'en rapporte Doyon. Des maquis de la zone D aux zones montagneuses du Viêt-bac, Boudarel semble avoir littéralement vogué sur un petit nuage rose. Partout, il n'a « cessé de mesurer l'immense fraternité du peuple vietnamien » (251) et d'apprécier qu'on le regarde toujours avec beaucoup de sympathie et sans un soupçon de xénophobie (313). Chacun fait bien la distinction entre les Français impérialistes et les Français démocrates (259, 338). Hospitaliers, les Vietnamiens n'opèrent même pas de différence entre prisonniers et ralliés, se contentant de manifester un peu plus de pitié aux premiers et de conviction révolutionnaire aux seconds (321). Certes, le premier jour, un vieux s'est écrié en le voyant : « Lui, est-ce que les *tays* lui ont brûlé sept fois sa maison ? » mais n'y a-t-il pas une solide dose de bon sens dans cette remarque ? Un autre jour, un gamin l'a traité de « Français bouffeur de merde » mais c'est Doyon qui le rapporte et non l'intéressé. Certes, arrivé près du but, il s'est vu écarter d'une possible rencontre avec Ho Chi Minh mais personne n'a songé à protester, ni lui ni ses compagnons de route qui lui ont pourtant déclaré que cela ne se serait pas passé dans le Sud (encore qu'on y ait aussi oublié de l'inviter à une rencontre avec Le Zuan). Certes, après son départ du 113, il fut en butte à la méfiance du poète officiel To Huu. Mais dans cette époque délirante, son sort ne fut-il pas infiniment meilleur que celui des guérilleros héroïques fusillés de bonne foi par leurs camarades pendant la campagne d'épuration du Parti qui doubla la Réforme agraire ? Certes, à partir de 1960, les ralliés furent poussés avec insistance vers la sortie niais cette réaction se « Comprend aisément » si l'on songe à la très impopulaire nécessité de leur accorder un niveau de vie double ou triple des Vietnamiens (408-409). Dès lors, quelle surprise d'apprendre qu'en 1991, il a pu exister des « maoïstes attardés » opposés à la signature de la pétition circulant en sa faveur (430).

Plus conscient de la politique du Viêt-minh à l'égard des ralliés, Doyon l'est aussi à propos de l'accueil qui leur fut réservé. Dans l'ensemble, les transfuges qu'il interroge émettent un jugement favorable, certains relatant même des gestes exceptionnels tel celui de cette vieille, dont le fils était mort et dont la paillote venait d'être détruite par un bombardement, qui offre un régime de bananes à l'un d'eux (202). Mais même les plus optimistes tel Riton font état d'ombres au tableau. Ce dernier se félicite ainsi de l'absence de méfiance et de mépris dans le Sud à la différence de ce qui se passait dans le Nord où il fut transféré après les Accords de Genève (162-163). À la charnière de l'Annam et du Tonkin, King et Chabert, qui se fit naturaliser vietnamien avec comme père adoptif le président Hô (507), évoquent des jets de pierre, un pâté de soja farci aux

clous sur lequel le premier se cassa une dent, la délivrance de ralliés que les catholiques de Phat Ziem avaient enfermé dans des barriques pour les livrer aux Français ou les quasi impossibles rapports avec les femmes du fait du puritanisme exacerbé et de la jalousie xénophobe de certains cadres, ou de l'agressivité des hommes appartenant aux minorités ethniques (exécution d'un rallié surpris dans une paillote avec une montagnarde prétendument non consentante) (201-204). Vers Langson, un officier, Cassius, fut en butte à l'hostilité et aux menaces du chef régional de la Sûreté qui détestait la « racaille de ralliés » : il fut tiré de là par le chef de la police Viêt-minh qui savait pouvoir utiliser ses capacités (237-242). Au camp de déserteurs n° 1 des attelages de rizières furent constitués avec des Blancs jouant le rôle de buffles conduits par des Africains : selon Doyon, une dizaine moururent avant que le responsable ne soit révoqué et, dit-on, fusillé (261-262). Dès 1950, personne n'aimait les camps de transfuges au Nord Viêt-nam et l'on n'y affectait que des cadres médiocres, ajoute Doyon. « Avec les soldats, ça allait bien, déclare Guillermé. Mais les civils n'avaient pas confiance en nous et nous évitaient. Alors nous les évitions aussi » (452). Après Genève, la plupart furent affectés sur des chantiers : mal nourris, peut-être moins motivés que les Viets, ils se faisaient traiter de fainéants par les contremaîtres (430). La tension s'aggrava quand en 1960, d'accord avec le PCF, certains désapprouvèrent la relance de la guerre par le soutien du Nord à la guérilla sudiste (433).

Cette parenthèse refermée, venons-en maintenant au rôle des ralliés dans les camps. Dans *les Soldats blancs*, deux personnages s'en tirent plutôt à leur avantage : Maarouf, envoyé du Parti communiste marocain auprès des prisonniers maghrébins, fit selon Doyon, tout ce qu'il pouvait pour améliorer leur sort, secoua leur inertie, leur ordonna de construire de bonnes paillotes et de développer la production artisanale et coopérative (387-388) ; Ribéra cassa la maffia qui s'était installée dans un camp de ralliés détestés par la population, répartit la dizaine de nationalités formant le village en trois sections raciales (Noirs, Arabes et Européens) et organisa des groupes chargés de fabriquer des coupe-coupe et des cigarettes à partir du tabac local pour les troquer au marché contre des vivres (393-394). D'autres font état d'incidents avec les prisonniers ou d'interventions pour désavouer l'arrogance naïve de certains cadres viets subalternes (421). De tous, Boudarel semble avoir été le moins loquace. On sait seulement qu'il resta plus d'un an (en fait moins) comme Can Bô adjoint au camp 113, « essayant de faire comprendre (aux prisonniers) qu'il ne les déteste pas forcément, et. qu'il vaut mieux pour eux se tenir tranquille. Il ne les juge pas, tout au moins les soldats. Il tire quelque peu son épingle du jeu » (396). Dans son *Autobiographie* en revanche, Boudarel se montre beaucoup plus bavard et l'on peut raisonnablement penser que c'est en songeant à des collègues comme Maarouf ou Ribéra qu'il s'applique à allumer tout un système de contre-feux plus ou moins convaincants pour expliquer la situation dramatique du camp 113 : rappel de la pression symétrique de l'armée française et de pirates chinois aux méthodes barbares alliés à elle ayant obligé à situer le camp dans un site défavorable (436-437), impossibilité de culture sans un défrichement préalable qui aurait soulevé des miasmes et épuisé les hommes (373) - mais n'étaient-ils pas encore plus certains de s'épuiser sous l'effet de la malnutrition et une quinzaine d'entre eux n'ont-ils pas volontairement trouvé une énergie suffisante pour construire un pont qui fut emporté par la première crue ? (384) —, vaine tentative de construire des fours à manioc dans des termitières, Opposition de certains détenus et de l'encadrement vietnamien à la formation d'équipes plus autonomes, hostilité d'un sorcier voisin contraignant à déplacer des tombes, interdit traditionnel de la traite des animaux, insuffisances de la Croix-Rouge, vaines demandes de libération adressées à la hiérarchie, crainte de celle-ci que la Propagande adverse ne tire parti de la mauvaise santé des libérés, pourcentage élevé de morts parmi les troupes de la conquête pour causes de maladies tropicales, etc.

Voyons enfin la question du rapatriement des ralliés. Fin novembre 1962, rappelle Doyon, une quarantaine d'entre eux atterrissent à Marignane, presque tous avec une épouse vietnamienne et des enfants. on les trie suivant des critères douteux : 27 sont conduits à la caserne Audéoud d'où ils seront libérés quelques jours plus tard après interrogatoire ; 11 (dont 6 condamnés à mort par contumace) sont internés aux Baumettes, l'amnistie du 28 avril 1959 couvrant la désertion mais pas l'abandon de poste face à l'ennemi ni la transmission d'armes ou d'informations. Leur procès se déroule les 11 et 12 décembre. Plusieurs sont condamnés à cinq ans ferme (qu'ils accompliront effectivement), d'autres à des peines moindres. Un seul procès est renvoyé : celui de Robert Vignon. Dans son Cas, les juges sont particulièrement sévères : deux autres accusés en ont déjà fait les frais leur fonction ? Identique à celle de Boudarel : commissaires politiques dans des camps. Vignon n'a pas non plus exercé de violences physiques mais il a participé à des tribunaux de masse qui ont condamné des prisonniers pour tentative d'évasion. Certains sont morts ensuite. Le 14 janvier 1963, il est condamné à cinq ans ferme. Après une campagne lancée par Pierre Vidal-Naquet (que l'on retrouve aujourd'hui aux côtés de Boudarel) et relayée par le Secours populaire il sera libéré le 14 juillet 1964 sur décision de Pierre Messmer. En cette Même année, quatre autres déserteurs arrivent à Marseille : ils se, font copieusement tabasser. L'un d'eux, qui a joué les rôles mauvais colonialistes dans les films nord-vietnamiens, écope de deux ans. Et ne parlons pas de ces déserteurs naïfs qui regagnèrent spontanément les lignes françaises après les accords de Genève… Après l'armistice du 18 juin 1966 arrivent ceux que les autres ont appelés les « trois capitaines » : eux ne se sont pas escrimés sur les chantiers. Boudarel et Ribéra ont travaillé à la radio, Cassius comme photographe de presse. Tous se sont essayés à des travaux d'écriture : traductions littéraires, livres sur la CIA, poste aux Éditions en langues étrangères. De 1957 jusqu'à son départ pour Prague en 1964, Boudarel a droit à des vacances. Il visite le pays à vélo puis à moto. Après son retour en France, on oubliera qu'il n'a pas accompli son service militaire.

Faut-il accabler Boudarel ? Notons d'abord que son métier de professeur le prédisposait aux fonctions qu'il a exercées : éditorialiste à la radio et « action psychologique » dans un camp. Peu enclin au métier des armes, il n'a rien fait pour en porter : la guerre d'Indochine était une affaire de professionnels et la plupart des jeunes Français de sa génération n'ont pas davantage combattu. Quant aux conditions favorables de son rapatriement, elles n'ont pas été obtenues au détriment des autres ralliés. Peut-on lui reprocher comme on l'a fait à droite et à gauche d'avoir dégagé sa responsabilité en affirmant que les morts du 113 lui restaient « sur le cœur et non sur la conscience » (431) ? La réponse est complexe. Son indifférence fut-elle plus avérée qu'il le prétend ? C'est possible. N'a-t-il pas évoqué dans « L'histoire en direct » cet engrenage qui broyait les hommes ? Ajoutons qu'en dépit de sa courte expérience des maquis, ni sa formation ni sa fonction ne le prédisposaient à assumer les tâches pratiques de la gestion d'un camp. N'oublions pas non plus sa jeunesse et son absence de choix. Boudarel avait vingt-quatre ans lorsqu'il déserta, 26 lorsqu'il arriva au camp 113. Condamné à mort par contumace pour désertion, il ne pouvait en aucun cas envisager de repasser du côté français. A-t-il « trahi » comme le prétend Charuel pour des raisons « puériles » : dégoût de l'uniforme et des habitudes mesquines de la vie coloniale ? Ainsi formulée, la question ne mériterait même pas qu'on la pose si Boudarel n'y apportait lui-même une réponse complexe. Partisan de l'indépendance, révolté par la répression policière, viscéralement réfractaire au complexe de supériorité du Blanc (dont il reconnaît d'ailleurs qu'il n'était pas général), Boudarel l'était assurément. Mais de là à passer de l'autre côté, il y a une marge. Trahison ? Mais trahir quoi ? Une politique certainement, une certaine idée de la France certainement pas. La lecture de Lénine, les encouragements d'anciens amis français du Viêt-minh l'ont déterminé. Peut-être aussi, bien qu'il n'en parle pas, une idée romantique des maquis,

ces maquis auxquels il n'avait pas appartenu en France. Des motivations personnelles aussi, telles que fuir l'opium. Ces motifs valent bien ceux de ces jeunes extraordinairement inconscients qui s'engagèrent dans l'armée par besoin d'argent, admiration pour les chefs ou goût de l'aventure en n'ayant du Viêt-nam que de vagues notions scolaires, le souvenir de « Ma Tonkinoise » et l'écho d'anecdotes colportées dans les popotes. Reste le plus mystérieux : moins l'idéalisation-réflexe d'une famille d'adoption, aisément compréhensible quand la menace de la famille originelle se fait permanente, que cette sorte de raidissement stalinien, cette espèce d'involution par rapport à la tendance d'une œuvre qu'il nous faut maintenant examiner.

L'HOMME ET L'ŒUVRE

Avant l'éclatement de l'affaire, Boudarel était connu par une œuvre abondante de laquelle on peut détacher une traduction des écrits de Phan Chau Trinh, un des premiers opposants modernistes dont les obsèques donnèrent lieu à de grandes manifestations en 1925, et par des contributions à quatre ouvrages collectifs.

Dans *Tradition et révolution au Viêt-nam* (Anthropos, 1971), il a donné deux articles d'histoire militaire (sujet de sa thèse) et littéraire qui posent le problème des rapports entre l'ancien et le nouveau. L'ouvrage lui-même est hostile à l'intervention américaine mais ne verse pas dans l'apologie du régime nord-vietnamien. Il comprend en particulier une étude de René Dumont sur l'agriculture qui, sans remettre en cause le principe de la socialisation des terres et de l'organisation en coopératives, se montre néanmoins fort critique sur les méthodes et sur les résultats. Les nombreuses comparaisons avec des exemples étrangers qu'établit Dumont font paraître d'autant plus étriqué le point de vue qu'adopte sur le même sujet celui qui fut pendant longtemps un des plus talentueux hérauts du régime avant de passer à la dissidence, Nguyen Khac Vien.

Dans *Hommes d'État d'Asie et leur politique* (Paris, 1980), Boudarel donne une biographie de Ho Chi Minh, s'ajoutant à une biographie de Giap (Atlas, Paris, 1977).

La Bureaucratie au Viêt-nam (L'Harmattan, 1983) marque un net retournement à l'égard du régime. Les contributeurs dénoncent tous le manque de liberté, les uns déplorant leur naïveté passée à propos des promesses de réunification en douceur venues d'Hanoi, d'autres tentant de remettre en honneur des traditions démocratiques oubliées. Boudarel y donne un important article sur le développement de la méthode *chinh huan* au Viêt-nam (confession collective), son efficacité certaine en temps de guerre puis sa dégénérescence en suspicion généralisée (y compris à l'égard des prisonniers libérés des geôles adverses en 1954 et 1975) et en réunionnite paralysante. Il établit que cette méthode fut importée de Chine où Mao l'avait mise au point en 1942 en vue d'épurer le Parti en combinant des procédés du communisme stalinien et des composantes typiquement chinoises (surveillance réciproque caractéristique du totalitarisme des légistes), voisines des méthodes de l'Inquisition, du behaviorisme et de certaines sectes type Moon. Il n'est cependant pas certain que cette façon de situer l'origine du mal à l'extérieur épuise véritablement le sujet. D'autre part, seul ou en collaboration, Boudarel donne deux traductions : l'une, absolument roborative, de l'intervention de Le Duc Tho au cinquième congrès du Parti, l'autre, du récit par le général Tran Van Tra de la dernière campagne militaire en 1975. Ce dernier vaut surtout par les contradictions qu'il révèle entre l'état-major d'Hanoi et les responsables sur le terrain et par les remarques acerbes de Tran Van Tra (qui fut une des principales figures de la dissidence dans les années quatre-vingt) sur les pontifes qui, au lieu d'écouter les avis de leurs subordonnés, s'imaginent que la vérité doit descendre du sommet.

Le quatrième ouvrage collectif, *Propriété privée et propriété collective dans l'ancien Vietnam* (L'Harmattan, 1987), fut retardé d'au moins deux ans par la censure du courrier : le sujet n'était évidemment pas innocent à l'aube de la *doi moi* (rénovation) et d'un début de décollectivisation agraire.

Les *Cent fleurs écloses dans la nuit du Viêt-nam (communisme et dissidence 1954-1956)* (Paris, Bertoin, 1991) ont de quoi stupéfier le lecteur de *l'Autobiographie :* elles en forment une sorte d'envers où l'auteur dénonce de façon virulente tout ce qu'il a tu ou presque dans ses mémoires : imposition d'une orthodoxie artistique absurde, y compris dans le Sud dès 1949 (157), réforme agraire ultra-violente, épuration plus ou moins sanglante du Parti, établissement d'un contrôle de la population « plus insupportable qu'à l'époque coloniale » (225), nombreux ralliements au camp anticommuniste, obligation pour « des familles aisées de liquider comme papier d'emballage des bibliothèques entières de précieux ouvrages français parfois devenus introuvables » (228), camps de rééducation, tortures, xénophobie, option en faveur de la relance de la guerre au détriment de la coexistence pacifique et l'on en passe. Est-ce à dire que nous sommes en présence d'une attaque frontale contre le régime ? À la vérité, on a plutôt l'impression d'une œuvre composite initialement conçue dans une optique défensive mais au cours de laquelle l'auteur a été confronté à des situations d'une telle force qu'il a été emporté hors des limites prévues.

Le sujet principal (environ 140 pages sur 300) est constitué par la dissidence au cours de l'automne 1956 d'un groupe littéraire dont la figure emblématique était Tran Zan, auteur d'un récit romancé non conventionnel de la bataille de Diên Biên Phu. Ce qui intéresse surtout Boudarel dans cette affaire, au point qu'il en oublie complètement de nous parler du sort de Tran Zan et de ses amis *post festum*, c'est que cette dissidence couva dès la fin de 1955, c'est-à-dire avant le rapport Khrouchtchev et les « Cent fleurs » chinoises, et ce, avec l'appui ou la tolérance de nombreuses personnalités, surtout militaires, dont plusieurs ont compté au cours des années quatre-vingt parmi les partisans de la rénovation. Manière de dire qu'il ne faut pas désespérer du communisme vietnamien.

Mais le moment fort du livre est en fait constitué par la description de la Réforme agraire de 1954-1956 et de l'épuration du Parti qui l'accompagna (167-231). Le sujet n'a certes pas le mérite de l'originalité. Plusieurs études en ont déjà montré les tenants et aboutissants mais le plus souvent sans en restituer le vécu. Inversement, des témoins ou des romanciers vietnamiens, notamment Zuong Thu Huong, en ont décrit la réalité mais à travers un ou deux cas particuliers, souvent de longues années après ou sans en percevoir tous les ressorts. Sans doute possédait-on aussi des récits français sur le dressage à la haine dans le camp viêt-minh ou sur la violence de l'épuration qui sévit dans l'armée avant de gagner les campagnes. Mais la crédibilité de ces récits était entachée soit par l'enflure littéraire comme dans le cas de Bodard, soit par leur immersion dans un bain de contre-vérités historiques, d'incompréhensions ou de tentatives de justification de la guerre française. L'originalité de Boudarel est d'avoir combiné les travaux universitaires les plus pointus avec de nombreux témoignages directs, leur conférant ainsi une charge extraordinaire. Boudarel rappelle d'abord que l'exploitation des paysans était loin d'avoir systématiquement le caractère brutal et criminel que les révolutionnaires ont prétendu. Il insiste ensuite après Nguyen Huu Loc sur l'assimilation entre propriétaires et traîtres : le propriétaire n'est pas seulement l'ennemi de classe mais celui de la patrie. Il montre par quelle technique des personnages venus de l'extérieur du village suscitent la haine en réveillant chez les plus démunis de vieilles rancœurs rassies. On reste pantois devant les titres des « œuvres » primées : *Histoires de haine* (contre le CEFEO), *Le propriétaire a exterminé ma famille, Souffrance et haine, Une haine à rendre*… Épouvanté par le slogan « Plutôt dix morts innocents qu'un seul ennemi survivant ». Abasourdi par le récit de ces exécutions au cours desquelles la foule doit montrer sa joie en applaudissant au moment où le condamné s'écroule, par ces camps de rééducation où l'on peut se retrouver à la suite de dénonciations crapuleuses, obligé d'inventer des crimes que l'on n'a jamais commis. La véritable cause de ce dérapage, le moteur secret de ce processus, serait, selon

Boudarel, l'épuration du Parti qui l'accompagna et en fut considérée comme le préalable.

Pourtant, une fois encore, Boudarel tente de sauver les meubles. Selon lui, l'épuration du Parti aurait été conseillée par les Chinois, lesquels auraient été victimes d'une intoxication du Kuomintang sur une prétendue infiltration de leurs réseaux par des éléments ennemis [5]. Le phénomène aurait été d'autant plus grave au Viêt-nam qu'on y aurait purement et simplement transféré les pourcentages de traîtres et de grands propriétaires calculés pour la Chine. Refusant de croire que l'élimination de nombreux militants éminents ait procédé d'une volonté délibérée, Boudarel veut n'y voir qu'une conséquence fâcheuse de la méthode consistant à confier la réforme agraire à des personnes extérieures au village, lesquelles s'appuyaient sur les éléments les plus démunis qui pouvaient ignorer de bonne foi le rôle réel de tel ou tel notable souvent obligé d'afficher une apparente fidélité aux Français pour mieux les tromper. Est-il besoin de préciser que ces arguties ne sont guère convaincantes ? Nous serions plutôt enclin à penser que le Parti a voulu parachever par une violence généralisée l'œuvre de rupture radicale avec le passé que la conquête de l'Indépendance n'avait que partiellement permis d'atteindre. Dès 1946, Hô Chi Minh ne faisait-il pas part à Salan d'une volonté de tout raser pour repartir à zéro ? La folie, on le sait, prit fin en 1956 après plusieurs interventions appuyées des Soviétiques et après que plusieurs hauts dirigeants eurent été frappés dans leur proche entourage. On aurait aimé que Boudarel nous rappelle que Pham Van Dong, nommé Premier ministre en 1955, put néanmoins moins conserver ses fonctions jusqu'en… 1987 et que Truong Chinh, démis de ses fonctions de secrétaire général du Parti, put revenir au premier plan dès 1958 comme vice-Premier ministre puis (1960) comme président de l'Assemblée nationale.

Le dernier volet du livre est consacré d'une part à l'affaire Hoang Minh Chinh, histoire peu connue en Occident de ce dirigeant aux multiples casquettes (secrétaire d'État à l'Éducation nationale, directeur de l'Institut de philosophie, etc.) qui, entre 1964 et 1987, passa seize années en prison pour avoir critiqué l'intervention directe au Sud Viêt-nam, attaqué le dogmatisme et demandé l'élimination des éléments maoïstes (cent à deux cents de ses partisans proches du comité central furent emprisonnés à la suite de son intervention de 1967, la plupart ayant été ultérieurement réintégrés mais à des postes inférieurs), d'autre part à deux dissidences récentes et bien connues : le Club des Résistants et la « bombe » Bui Chin.

L'*Autobiographie* enfin, abstraction faite des critiques déjà énumérées, présente un double intérêt. 1) Elle constitue un témoignage précieux sur la vie du maquis et, en ces temps révisionnistes, sur les réalités du colonialisme et de son armée. On y découvre notamment que les Américains ne furent pas les premiers à tenter d'affamer les populations en bombardant les systèmes d'irrigation, ceci sans présager des ceintures de blockhaus autour des plaines, des mitraillages de buffles et des destructions d'arbres fruitiers. 2) Elle nous éclaire sur l'œuvre en nous dévoilant un homme que la dérive maoïste irrite, que le rapport Khrouchtchev ébranle, que son contact avec le bloc soviétique de 1964 à 1966 vaccine mais qui, néanmoins, s'engage aux côtés des

---

[5] Rappelons qu'à cette époque, la paranoïa n'était pas une spécialité sino-vietnamienne. Dans la foulée du grand frère soviétique, le PCF faisait la chasse aux agents hitléro-trotskistes et autres traîtres titistes. En mai 1950, Léon Mauvais expliquait dans les Cahiers du communisme qu'il était impossible de lutter contre la guerre (Le. celle du camp impérialiste contre les forces de la paix et du progrès) sans dépister au préalable les traîtres infiltrés dans le Parti. Et après le verdict du procès de l'ex-secr. général du Parti communiste tchécoslovaque Slansky (11 condamnations à mort sur 14 accusés), *France nouvelle* titra : « Une grande victoire de la cause de la paix » (6 décembre 1952). Au même moment, le PCF était en train d'exclure Marty et Tillon pour complicité avec la police et travail fractionnel. Bien qu'ils aient eu tous deux d'importantes responsabilités dans la lutte contre la guerre d'Indochine, Ruscio se contente de mentionner leur « condamnation » au détour d'une phrase sans rappeler ni les motifs ni leurs états de service (*Opus cité*). Atteint d'un cancer du foie, Marty procéda à 5 autocritiques qui furent jugées insuffisantes. Il écrivit à Staline pour demander sa réhabilitation.

Comités Viêt-nam sur le slogan « FNL vaincra » (par opposition au slogan du PCF « Paix au Vietnam »), fait taire ses critiques tant que la guerre perdure, choisit de garder le silence après un voyage décevant à Saigon en 1978, s'abstient en 1989, en raison de la présence de tiers, de poser à Giap des « questions politiquement trop indiscrètes », continue imperturbablement d'attribuer l'entière responsabilité du conflit au camp anticommuniste et croit encore naïvement à des possibilités de régénération interne du Parti comme en atteste sa proposition aux dirigeants (laissée sans réponse) d'éditer à leur intention un bulletin confidentiel sur l'évolution du communisme à l'Est.

Au total, si nous considérons l'ensemble de l'œuvre, que constatons-nous ? Que depuis longtemps, Boudarel tente de défendre l'idée d'un dialogue avec le communisme vietnamien, au motif qu'il ne serait pas le pire, idée d'ailleurs largement partagée, y compris par des auteurs de droite. De fait, on admet souvent que si le Parti n'a pas ménagé ses adversaires, il a su éviter les purges sanglantes comme on en a vu en URSS, en Chine ou en Corée. On constate aussi que, somme toute, la réforme agraire a été stoppée assez rapidement et que la RDVN n'a pas suivi la Chine dans les errements du Grand Bond en Avant, des communes populaires et de la Révolution culturelle. Les travaux de Boudarel montrant que la méthode *chinh huan* fut introduite au Viêt-nam par des Chinois, paraissent établir qu'à l'exception de certains centres pénitentiaires, elle s'y répandit sous une forme atténuée et prouvent que, contrairement à ce qu'on affirme généralement, les « Cent fleurs » vietnamiennes précédèrent les « Cent fleurs » célestes. De même, si l'on observe la période récente, on conviendra aisément que le régime d'Hanoi se compare avantageusement à celui des Khmers rouges et que, malgré son raidissement, il a su éviter jusqu'à présent un massacre d'étudiants du type Tien An Men. Trouver pire, ailleurs, sur la planète n'est pas d'un grand réconfort. Les informations que nous apporte Boudarel sur le déchaînement de la réforme agraire que le sommet mit plusieurs mois à stopper malgré les pressions soviétiques ou sur l'affaire Hoang Minh Chinh sont d'ailleurs de nature à sérieusement tempérer la réputation de pragmatisme et d'attachement à l'unité du vénéré Oncle Hô. S'il y eut monolithisme au sommet, si l'on n'a pas connaissance de personnalités qui entrèrent debout dans le bureau d'Hô Chi Minh et en ressortirent les pieds devant, il semblerait qu'aux échelons inférieurs cela n'ait guère mieux valu que dans les autres pays communistes [6].

On se fatigue aussi d'une approche qui perd de vue l'essentiel à force de fouiller les détails : que ce soit pour la description de la réforme agraire ou de la dissidence artistique, Boudarel semble frappé d'une incapacité à la synthèse. Que de faits, que de noms manquants ! Rien sur le classement de la population en cinq catégories qui précéda le lancement de la réforme et ne semble pas cadrer avec l'établissement *a priori* d'un pourcentage de grands propriétaires calqué sur la Chine. Rien sur la révolte paysanne de novembre 1956 dans le Nghé An (province natale d'Hô) qui obligea le pouvoir à envoyer la 325e division pour mater les rebelles. Rien sur les résultats de la redistribution qui fut si intelligemment menée qu'il y eut autant d'inégalités après qu'avant. Rien sur le rôle dans les « Cent fleurs » de Tran Duc Tao, philosophe francophone qui avait publié des articles dans les Temps modernes de Sartre avant de rejoindre la résistance. Rien sur le poète Nguyen Chi Thien libéré sur l'intervention du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas en novembre dernier, après vingt-six ans d'incarcération. Et *quid* des centaines de milliers de *boat people* et de la résistance des paysans à la collectivisation en comparaison de la bombinette Bui Tin ? On attend en vain que Boudarel examine les réalités d'un point de vue global et s'intéresse enfin aux grandes évolutions comme la surnatalité, la détérioration du bilan agro-démographique, l'inquiétant problème de la déforestation ou les aspirations de la jeunesse. Son métier

[6] On a récemment parlé au conditionnel du retour au Cambodge de l'ancien Premier ministre Pen Sovan, installé par les Viets de 1979 à 1981. Selon des sources concordantes, il était emprisonné à Hanoi depuis son remplacement par Hong Samrin (*le Figaro*, 5 février 1992).

d'historien l'a obligé à s'avancer très loin dans la critique mais jamais il n'a osé couper le cordon ombilical (l'étude sur le *chinh huan* a une visible valeur d'introspection) : position fragile qui a probablement joué un rôle non négligeable dans son raidissement face aux attaques.

En vérité, au-delà de Boudarel, bien d'autres individus éprouvent les mêmes difficultés à dominer leur passé : colonialistes naïfs qui se focalisent sur leur expérience personnelle, anticommunistes évolués déplorant qu'on n'ait pas promu plus tôt une solution nationaliste modérée, aussi bien que partisans historiques d'une négociation avec le Viêt-minh qui s'accrochent encore à une utopique solution Leclerc nonobstant tout ce qui en démontre l'inanité (espoirs du général de tempérer le Viêt-minh grâce aux positions militaires acquises par la force ou la négociation, recommandation d'extrême fermeté à l'égard de Hô envoyée aux négociateurs de Fontainebleau — curieusement oubliée par Devillers dans son *Paris-Saigon-Hanoi* —, départ volontaire d'Indochine dans le vain espoir d'obtenir la direction du Maroc et, *in fine*, la grossière erreur qu'a constituée le limogeage de Morlière et son remplacement par le colonel Dèbes). En ceci, l'affaire Boudarel est aussi l'affaire d'une génération pour laquelle la guerre n'en finit pas de finir.

Note 3. Doyon évoque un troisième cas dans les « Soldats blancs » mais nous verrons que Boudarel ne souhaite pas citer cet auteur.